

Irak. Al-Zaïdi, le « statu quo » comme mode de gouvernance

La nomination d'Ali Al-Zaïdi comme premier ministre désigné en avril 2026 est moins un événement politique qu'un révélateur du blocage du système irakien que les États-Unis ont mis en place en 2003. Washington contrôle le robinet pétrolier, l'Iran maintient une influence organique profonde et les élites politiques tirent parti les unes des autres pour se reproduire indéfiniment.

25.05.2026

By Armin Messenger*

Source:<https://orientxxi.info/Irak-Al-Zaidi-le-statu-quo-comme-mode-de-gouvernance>

Depuis la fin de l'année 2025, dans les grands salons de Bagdad, une centaine de personnes, religieux de Najaf 1, chefs miliciens, parlementaires des provinces du Sud, négocient sans trouver de premier ministre. Ce sont des membres du Cadre de coordination, la coalition de partis et factions chiites qui structure le pouvoir irakien depuis 2022 2. Les négociations portent moins sur un programme que sur une équation : quel candidat permettrait de redistribuer les portefeuilles ministériels sans rompre l'équilibre précaire entre factions ? Le blocage est total.

Ce blocage a un nom. En 2003, le système confessionnel de partage du pouvoir, la mouhasassa, a été présenté comme une nécessité transitoire : prévenir les violences intercommunautaires, stabiliser un État en reconstruction, offrir à chaque groupe une garantie de représentation. Les élites irakiennes l'ont accepté, puis l'ont rendu permanent, parce qu'il leur offrait ce que nul programme politique ne pouvait promettre : une rente de position indépendante des urnes. C'est lui qui réserve la présidence de la République à un Kurde, celle du Parlement à un sunnite, et le poste de premier ministre à un chiite, règle non écrite mais constitutive de tout le jeu. Finalement, le 28 avril 2026, le président Nizar Amidi charge officiellement Ali Al-Zaïdi de former un gouvernement.

La nomination comme symptôme

Pendant plusieurs mois, deux hommes politiques ont cristallisé l'impasse. Le premier est Nouri Al-Maliki, premier ministre de 2006 à 2014, figure tutélaire du camp pro-iranien, que beaucoup tiennent pour co-responsable de l'humiliation des sunnites qui a ouvert la voie à l'organisation État islamique (OEI). Après l'invasion de 2003, l'Autorité provisoire de la coalition dirigée par les États-Unis a procédé à la dissolution de l'armée irakienne et à l'exclusion des membres du parti Baas des fonctions publiques, une politique de débaasification qui a marginalisé massivement la communauté sunnite et alimenté les conditions de l'insurrection. Le second est Mohammed Chia Al-Soudani, premier ministre de 2022 à 2025, jugé trop autonome par le Cadre pour avoir tenté de desserrer l'étreinte iranienne sur l'État irakien — ses ministères, ses circuits budgétaires et ses forces de sécurité.

Maliki, désigné en premier, est écarté sur veto du président états-unien Donald Trump, qui menace de couper le robinet financier irakien. Téhéran propose le menu, Washington choisit le plat. Sous la pression des États-Unis, dans le contexte tendu de la guerre régionale, et tandis qu'un bloc alternatif de 120 députés menaçait de court-circuiter le processus — des élus sunnites, kurdes et chiites indépendants du Cadre, menaçaient de proposer leur propre candidat en réunissant une majorité parallèle —, le Cadre s'est mis d'accord en vingt-cinq minutes sur la personne d'Ali Al-Zaïdi : un quasi-inconnu du paysage partisan.

Ce qui fait la force d'Al-Zaïdi, c'est qu'il ne représente aucune menace

Cet homme d'affaires de quarante ans, originaire d'une famille bagdadienne originaire de la province du Dhi Qar (sud-est), a été formé au droit et à la finance. À la tête de quinze sociétés, il préside notamment la National Holding Company, un conglomérat fondé en 2017 couvrant l'agriculture, l'immobilier, la banque, la logistique, l'énergie renouvelable, l'éducation et la santé. Cet empire a été bâti entièrement dans la période post-OEI, c'est-à-dire dans la fenêtre de reconstruction où les contrats d'État se multipliaient, où les circuits de financement s'ouvraient et où l'accès aux décideurs était fondamental.

Mais Al-Zaïdi n'est pas pour autant un outsider. Ces dernières années, il a travaillé comme un opérateur central et discret du système : ses sociétés ont décroché des contrats ministériels de plusieurs milliards de dollars liés au programme de rationnement alimentaire ; sa banque, Al-Janoob Islamic Bank, intervient comme intermédiaire dans les transactions en dollars entre institutions publiques et marché privé, participant au mécanisme de vente aux enchères de devises supervisé par la Banque centrale irakienne ; des terrains d'État ont été acquis par ses groupes via des arrangements non divulgués ; il est lui-même créancier de plusieurs millions de dollars à l'État — un conflit d'intérêts que peu semblent juger problématique. Son frère, Hassan Al-Zaïdi, dirige Dijlah TV, une chaîne alignée sur la ligne gouvernementale sous Soudani 3.

Al-Zaïdi a été validé par Washington au moment de sa désignation puis félicité par Trump. Ce qui fait sa force, c'est qu'il ne représente aucune menace : aucune faction ne le redoute, aucun grand bloc n'a opposé de veto. Homme d'affaires propulsé en politique, produit du système Maliki, intégré aux réseaux économiques partisans et aux contrats d'État, il illustre un rôle de premier ministre vidé de sa substance : celui d'une façade technocratique au service du Cadre.

La rente et ses gardiens

Chaque semaine, des avions-cargos atterrissent à Bagdad. Ils transportent des centaines de millions de dollars par palettes, acheminées depuis la Réserve fédérale de New York. Ce mécanisme plonge ses racines dans les sanctions imposées à l'Irak en 1990, après l'invasion du Koweït. Durant toute la décennie suivante, sous le régime « pétrole contre nourriture » supervisé par l'ONU, les revenus pétroliers irakiens étaient déposés sur un compte contrôlé par les Nations unies, dont l'usage était strictement limité aux importations humanitaires. Après l'invasion états-unienne de 2003, ce dispositif onusien a été remplacé par un circuit états-unien : la SOMO, société nationale de commercialisation du brut, vend aux acheteurs internationaux, qui règlent à la Réserve fédérale des États-Unis, laquelle crédite ensuite le compte de la Banque centrale irakienne. L'argent du pétrole irakien représente ainsi entre 80 et 100 milliards de dollars de recettes annuelles selon les cours. C'est par ce circuit, établi sous George W. Bush en 2003, dans la foulée de l'invasion états-unienne, que l'Irak paie ses fonctionnaires, subventionne ses importations et maintient la paix sociale. Washington tient le robinet et s'en est servi.

À trois reprises en six ans, Washington a suspendu ou restreint l'accès de l'Irak à ses propres revenus pétroliers pour obtenir ce qu'il voulait. En 2020, après l'assassinat de Ghassem Soleimani, commandant de la force Al-Qods du corps des Gardiens de la révolution islamique, et le vote du parlement pour le retrait des troupes étasuniennes, Washington menace de couper l'accès au compte. Bagdad recule. En novembre 2022, lorsque la Réserve fédérale resserre ses procédures de contrôle anti-blanchiment sur les transferts en dollars vers les banques irakiennes, dans le cadre d'un effort plus large pour contenir les flux vers l'Iran, les banques irakiennes se voient refuser l'accès aux dollars. Le dinar s'effondre de 10 % en quelques jours. Enfin, en avril 2026, pendant les négociations sur Al-Zaïdi, 500 millions de dollars (environ 460 millions d'euros) sont suspendus le temps que le bon nom soit trouvé.

Mais le paradoxe est là : ce même mécanisme a financé pendant des années les milices que les États-Unis bombardent dans le cadre de leur confrontation avec l'Iran.

Le circuit du « dollar auction » illustre ce paradoxe jusqu'à l'absurde. En théorie, les banques privées irakiennes achètent des dollars à la Banque centrale pour financer les importations, maintenir la liquidité et soutenir l'économie réelle. En pratique, l'enquête de l'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP), publiée en 2024, a établi que 6,5 milliards de dollars (soit 6 milliards d'euros) ont transité par ce canal vers des entités liées aux milices, dont les Kataeb Hezbollah, la milice pro-iranienne la mieux documentée dans l'enquête, et l'une des plus directement liées au commandement des Gardiens de la révolution 4.

Cette architecture révèle moins une dépendance subie qu'une interdépendance choisie. L'Irak tire 90 à 95 % de ses recettes budgétaires du pétrole. Pas de pétrole signifierait : pas de salaires, pas de mouhasassa, pas de milices.

La machine à redistribuer

La mouhasassa fabrique une classe politique dont le fonds de commerce est l'identité. Maintenir la fragmentation

confessionnelle n'est donc pas un échec du système mais sa logique interne. Comme l'écrit Stuart Bowen, ancien inspecteur général chargé étasunien de la reconstruction irakienne au sein de la coalition : « Nous avons créé le monstre, et ensuite nous avons dit : ce n'est pas le nôtre. » 5. Le statu quo arrange ainsi tout le monde, à condition que personne ne tire trop fort sur le fil. Ce que Washington contrôle en amont, la mouhasassa le distribue en aval.

Un chef de faction qui parviendrait à construire une base transconfessionnelle perdrait l'essentiel de son pouvoir de négociation au sein du Cadre de coordination. L'entrepreneur identitaire n'a donc aucun intérêt à la réconciliation : il a intérêt à l'administrer, à la gérer et en faire miroiter l'horizon sans jamais l'atteindre. Al-Zaïdi en est le produit paradoxal : propulsé précisément parce qu'il n'incarne aucune identité partisane trop marquée, il est le masque technocratique que le système se donne pour se perpétuer sans se réformer.

Un Irak fragmenté est gérable pour tout le monde, sauf pour les Irakiens.

L'effet systémique le plus structurant est peut-être le plus invisible : la mouhasassa rend toute politique étrangère cohérente impossible. Chaque ministère est une baronnie. La politique vis-à-vis de Washington est tenue par un bloc, celle vis-à-vis de Téhéran par un autre, la politique économique par un troisième, sans coordination, sans arbitrage souverain. Cette fragmentation de la souveraineté n'est pas un dysfonctionnement qu'ils cherchent à corriger. Elle est leur condition de confort : un Irak unifié et autonome serait une variable imprévisible dans leurs équations régionales respectives. Un Irak fragmenté est gérable pour tout le monde, sauf pour les Irakiens. La mouhasassa distribue la rente en haut, les milices la redistribuent en bas.

L'implantation iranienne

Après Bachar Al-Assad, le Hezbollah, les houthistes et le Hamas, les milices irakiennes sont ce qui reste de plus solide dans l'« Axe de la résistance ». Ce paradoxe de survie structure leur position : centrales pour Téhéran, qui a besoin d'elles pour maintenir une présence de terrain dans la région après l'affaiblissement du Hezbollah et la chute d'Assad ; vulnérables, parce qu'elles sont désormais la cible principale des frappes étasuniennes et israéliennes, celles-ci ne pouvant plus s'exercer avec la même liberté ailleurs dans l'arc régional.

Il faut pourtant se garder d'une lecture trop instrumentale. L'Iran n'est ni tout-puissant ni impuissant : ses capacités sont dégradées, son commandement partiellement décapité. Les figures éliminées étaient plus pragmatiques ; leurs successeurs aux Gardiens de la révolution sont plus durs, plus intransigeants 6, ce qui réduit paradoxalement la marge de manœuvre des pro-iraniens du Cadre eux-mêmes.

Al-Zaïdi n'est ni une victoire iranienne ni une victoire étasunienne.

Pour Laurence Louër, chercheuse spécialiste du chiisme politique, l'influence iranienne en Irak se distingue structurellement de ses autres projections régionales par ce qu'elle appelle la distinction entre implantation organique et présence instrumentale. Les milices créées directement par les Gardiens de la révolution — Kataeb Hezbollah et Harakat Hezbollah Al-Nujaba — dépendent de Téhéran pour leur financement, leur doctrine, leur légitimité symbolique.

Mais sous ce premier niveau, il en existe un second, beaucoup plus résistant aux frappes et aux sanctions : un ancrage tribal dans les provinces du Sud — Bassora, Dhi Qar, Maysan, Muthanna — où les réseaux miliciens se sont embranchés à des structures familiales et claniques depuis la guerre contre l'OEI. Décapiter un commandant ne suffit pas : ses combattants se replient dans les tribus, qui absorbent, protègent, reconstituent.

Le troisième niveau est parlementaire. Entre 80 et 90 députés sont liés à des partis armés ; le bloc pro-iranien dispose d'une capacité de blocage du tiers de l'assemblée. Ces loyautés ne sont pas seulement idéologiques — elles reposent également sur un marché d'emplois, de contrats et de protection judiciaire qui fonctionne indépendamment de Téhéran et les rend imperméables aux pressions extérieures.

Al-Zaïdi arrive donc au sommet d'un système dont personne ne contrôle entièrement les leviers. Washington tient le robinet pétrolier, mais ne peut pas reconstruire l'État. Téhéran tient les milices, mais ne peut plus les diriger avec la précision d'avant-guerre. Les élites du Cadre tiennent la mouhasassa, mais savent qu'elle les tient aussi. Dans ce triangle

d'interdépendances, la nomination d'un homme qui ne menace personne est moins un choix qu'un aveu : celui d'un système qui ne sait plus se réformer, mais qui sait encore se reproduire. Al-Zaïdi n'est ni une victoire iranienne ni une victoire étasunienne. Il est le nom que le blocage s'est donné pour continuer.

*Doctorant en science politique à Sciences Po Paris.

1- Ville sainte irakienne, souvent considérée comme « la capitale du chiisme ».

2- Le Cadre de coordination est une coalition qui regroupe notamment la formation de Nouri Al-Maliki (Coalition État de droit), le Badr d'Hadi al-Amiri, le Mouvement de la sagesse d'Ammar al-Hakim, et les représentants politiques du Hachd al-Chaabi. Il constitue le principal bloc parlementaire chiite depuis le retrait du mouvement sadriste du parlement en juin 2022, et c'est lui qui contrôle de fait la désignation du premier ministre.

3- Hussein Fadel, « "The Last-Minute Candidate" : An unpublished biography of Prime Minister-designate Ali Al-Zaidi », Jummar, 29 avril 2026.

4- Aisha Kehoe Down, Lara Dihmis, Rana Sabbagh et Kevin G. Hall, « Iraq's Dollar Auction : The 'Monster' Funneling Billions to Fraudsters and Militants Through the U.S. Federal Reserve », Organized Crime and Corruption Reporting Project, 8 octobre 2024.

5- Aisha Kehoe Down, Lara Dihmis, Rana Sabbagh et Kevin G. Hall, op. Cit.

6- Sami Zaïbi, « Iraq's Militias Are in a Struggle for Survival », New lines magazine, 20 avril 2026.